

1982-1983
RAPPORT ANNUEL
DU SOUS-MINISTRE ADJOINT
GESTION DU SPECTRE
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES
CONCERNANT
LES ACTIVITÉS MENÉES DANS
LES RÉGIONS POUR LE
COMPTE D'AUTRES SECTEURS

Ministère des Communications
Ottawa
Juin 1983

Monsieur Robert Rabinovitch
Sous-Ministre
Ministère des Communications

Monsieur le Sous-ministre,

J'ai le plaisir de vous présenter un rapport annuel sur les activités qui ont été menées dans les régions pour le compte des autres secteurs du Ministère pendant l'année financière se terminant en mars 1983.

Vous n'êtes pas sans savoir que les régions sont appelées à jouer un rôle plus grand dans la prestation des programmes et l'élaboration des politiques du Ministère. Comme vous pourrez le constater, les régions se sont déjà engagées à remplir ce rôle, et j'ai l'espoir que nous avons jeté là les fondements d'une structure qui permettra la réalisation des objectifs globaux du Ministère.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Sous-ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Sous-ministre adjoint
Gestion du spectre et
télécommunications
gouvernementales

Ken Hepburn

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
INTRODUCTION.....	4
REVUE DES ACTIVITÉS.....	5
1. GÉNÉRALITÉS.....	6
a) Expo 86.....	6
b) Programmes d'emploi.....	6
2. SOUS-MINISTRE ADJOINT PRINCIPAL (POLITIQUE).....	7
a) Services d'information.....	7
Expositions - conférences.....	8
Relations avec la presse.....	8
Information au public.....	9
Coupures de journaux.....	9
Rapports avec l'administration centrale.....	9
Activités interministérielles.....	10
b) Relations fédérales - provinciales.....	10
c) Radiotélédiffusion et politiques sociales.....	10
Audiences du CRTC.....	10
Communications des Autochtones.....	11
Autres activités dans le domaine de la radiotélédiffusion.....	12
d) Politique en matière de télécommunications.....	12
e) L'économie des communications.....	13
f) Relations internationales.....	14
3. SOUS-MINISTRE ADJOINT (ARTS ET CULTURE).....	14
Politiques.....	15
Liaison avec d'autres niveaux de gouvernement.....	15
Activités - Conférences - Réunions.....	16
Autres activités.....	17
4. SOUS-MINISTRE ADJOINT (RECHERCHES).....	20
a) Télidon.....	20
Projets.....	20
Comité consultatif du Programme sur le système vidéotex canadien.....	21
Autres activités entourant le Télidon.....	21
b) La bureautique.....	22

	<u>PAGE</u>
c) Recherche universitaire.....	22
d) Autres technologies et développement industriel.....	23
5. SOUS-MINISTRE ADJOINT (PROGRAMME SPATIAL).....	24
MSAT.....	24
Anik "B".....	24
SARSAT.....	25
Sondages.....	25
Projet spécial.....	25
6. DIRECTEUR GÉNÉRAL - PERSONNEL ET ADMINISTRATION.....	25
TÉLÉCOMMUNICATIONS D'URGENCE.....	25
Programmes.....	26
Comités régionaux d'urgence pour les télécommunications.....	26
Contrôle de la charge de lignes.....	26
Répertoire des ressources.....	27
Système de radiotélédiffusion d'urgence et d'alerte.....	27
Aide aux autres ministères fédéraux.....	27
Service de télécommunications d'urgence.....	27
Autres activités.....	28
- Cosmos 1402	
- Programme de planification conjointe	
- Groupes de radioamateurs	

Introduction

Le présent rapport expose les points saillants des activités qui ont été menées dans les régions pour le compte des autres secteurs du Ministère.

Comme vous pourrez le constater, les pages qui suivent ne présentent pas de menus détails sur les activités menées, ni ne représentent pas non plus une analyse de ces activités. Le rapport est rédigé uniquement dans le but d'informer les autres secteurs du genre d'activités entreprises pour leur compte au niveau des régions, et ce, dans l'espoir de cultiver les bonnes relations qui existent entre les employés du Ministère affectés à l'administration centrale et ceux oeuvrant dans les régions.

Il est entendu que, si vous-même ou d'autres secteurs vouliez des renseignements plus précis sur l'une des activités menées, les directeurs régionaux se feraient un plaisir de répondre à vos demandes.

Les groupes du Développement des programmes et de l'analyse des politiques existent déjà depuis deux ans dans les régions. Je suis convaincu que leur présence dans les régions a largement contribué à rendre nos bureaux régionaux et de district plus représentatifs de l'ensemble des activités, parfois complexes, du Ministère.

Du point de vue des régions, nous envisageons l'avenir avec de grands espoirs. Nous entrevoyons les défis lancés dans le Plan d'action-dimension régionale, que vous distribuez récemment, comme une occasion pour la région de participer pleinement aux activités du Ministère. Cette nouvelle dimension devrait contribuer à rendre le Ministère encore plus sensible aux besoins des différents milieux de notre pays et, pour lui permettre de réaliser ses objectifs, vous pouvez compter sur l'appui intégral du personnel des régions.

La revue des activités a été préparée dans le but de tenir compte des secteurs d'intérêt de mes collègues, et nous avons consacré un chapitre à chacun des suivants: le Sous-ministre adjoint principal, le Sous-ministre adjoint (Arts et culture), le Sous-ministre adjoint (Recherches), le Sous-ministre adjoint (Programme spatial), le directeur général, Personnel et administration, et ce, pour les activités qui relèvent de sa compétence en matière de télécommunications d'urgence.

Les activités qui sont d'intérêt plutôt général pour l'ensemble du Ministère sont abordées dans un chapitre indépendant dans les premières pages du rapport.

Dans la préparation du rapport, nous avons constaté qu'il existe des liens entre les activités des secteurs et que, malgré nos efforts de nous en tenir aux différentes activités qui relèvent de la compétence d'un secteur en particulier, il se peut fort bien que les renseignements fournis dans un chapitre intéressent aussi d'autres secteurs. Je cite en exemple les activités dans le domaine de l'information au public qui sont présentées dans le chapitre réservé au Sous-ministre adjoint principal, mais qui touchent souvent des sujets qui intéressent aussi d'autres secteurs.

C'est pourquoi, nous invitons les lecteurs à se reporter aux chapitres consacrés aux autres secteurs pour obtenir une meilleure représentation des activités menées pour leur compte au niveau des régions.

REVUE DES ACTIVITÉS

1. Généralités

a) Expo 86

Depuis l'annonce de la tenue d'Expo 86, le bureau régional de Vancouver s'est engagé dans les préparatifs. La plupart des activités prévues jusqu'à présent se rapportent aux arts, à la culture et aux possibilités de développement industriel. Le bureau régional a pu déterminer, à l'intention du personnel de l'administration centrale, les diverses exigences d'Expo 86 à l'endroit du Ministère. Le bureau régional pourra maintenir les rapports établis avec les organisateurs au niveau local maintenant que l'administration centrale a désigné un coordonnateur affecté à l'élaboration des plans relatifs à la participation du Ministère à cet événement.

b) Programmes d'emploi

Lorsqu'un programme d'emploi se rattache directement à un secteur, c'est dans le chapitre portant sur ce secteur qu'il sera traité. Certaines régions ont cependant instauré des programmes d'emploi d'une portée plus générale.

La région du Centre a retenu les services de 80 étudiants aux termes du Programme d'emploi d'été d'Emploi et Immigration.

La région du Centre et la Native Communications Society des Territoires du Nord-Ouest ont dispensé conjointement un atelier de formation à l'intention des étudiants employés au projet de la rivière Mackenzie. Participaient aussi à cet atelier des représentants du projet de communications de Paddle Prairie. D'autres projets mis sur pied sont la Indian News Media du sud de l'Alberta, le projet Central Arctic, le projet la Ronge du nord de la Saskatchewan, le Manitoba Indian Cultural Centre et la Roseau River Indian Reserve du sud-est du Manitoba.

Étant donné que la région du Centre participe depuis longtemps au Programme d'emploi d'été pour les jeunes, elle a pu apporter son aide à d'autres organismes fédéraux en transmettant à l'Office national du film et au Secrétariat d'État des renseignements sur la mise en oeuvre de ce programme.

La région de l'Ontario a parrainé un projet RELAIS de 407 000 \$ qui a été reçu comme un projet de l'Année mondiale des communications; les détails du projet ont été communiqués à l'UIT. Il consiste en l'établissement d'un centre de communications informatiques de 50 micro-ordinateurs munis de composants pour les handicapés. La direction du projet est confiée à la bibliothèque d'Oakville, et la région envisage de répéter l'expérience à la fin de l'été de 1983 au Harbour-front de Toronto.

La région de l'Ontario a aussi établi des rapports avec plusieurs organismes qui représentent les handicapés en matière de communications. Un

nouveau groupe constitué officiellement au début de 1983, et qui se nomme Visually Impaired for Technological Advancement, cherche, entre autres objectifs, à créer un réseau de service de communications informatiques pour la population des malvoyants.

2. SOUS-MINISTRE ADJOINT PRINCIPAL (POLITIQUE)

La politique du Ministère suscite beaucoup d'intérêt dans le public, et les bureaux régionaux se sont employés activement à diffuser cette politique au grand public tout en faisant connaître à l'administration centrale, aux fins de l'élaboration de cette politique, les réactions, les opinions et les perspectives des régions.

Ce processus permanent exige le maintien des liens entre les directions du Secteur.

a) Services d'information

L'Année mondiale des communications a éveillé dans le public un intérêt particulier, et on a demandé au personnel régional de fournir des renseignements et de distribuer des documents portant sur les activités qui auront lieu au cours de l'année.

Le bureau de la région du Pacifique a élaboré, en qualité de copromoteur avec le Arts, Sciences and Technology Centre de Vancouver, le projet de l'Année mondiale des communications C.-B.-Yukon, et s'est chargé de la dotation en personnel du projet.

En Ontario, ont été créés un programme d'information financé par la CEIC et visant l'élaboration de documents de base ainsi qu'un programme d'expositions. L'Ontario a également institué un comité consultatif informel qui collabore avec les représentants officiels de la province et participe à la coordination des activités relatives à l'Année mondiale des communications.

A ce sujet, le réseau français de Radio-Canada, de la région de l'Atlantique, a interrogé un agent du Ministère à sa première émission d'affaires publiques de l'année.

La région du Québec a reçu le mandat de représenter le Ministère au comité organisateur de l'Assemblée mondiale des artisans des radios de type communautaire, qui se tiendra cet été à Montréal. Siègent également à ce comité, des représentants du ministère provincial des Communications, de l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec et de divers pays, dont la France, la Belgique, les États-Unis, l'Italie, la Bolivie, El Salvador et le Canada. On attend 500 participants à cette conférence.

Expositions - conférences

Voici la liste d'un certain nombre d'expositions auxquelles les régions ont pris part et où elles ont distribué au public des documents et fourni des renseignements:

L'exposition nationale du Pacifique - Vancouver (C.-B.)
Le salon nautique de Nanaimo
L'expo Nelson - (C.-B.)
Le salon international du nautisme de Winnipeg
La foire commerciale de Thunder Bay
Le Salon du livre de Montréal
Le Salon de la jeunesse de Montréal
Le Salon des sciences et de la technologie de Montréal
Le Centre national d'exposition de Fredericton
Fish Canada - Halifax
L'exposition des pêches de la Nouvelle-Écosse - Lunenburg (N.-É.)
La Maritime Winter Fair - Moncton (N.-B.)

On a aussi demandé au personnel régional de fournir de l'aide, de présenter des documents de travail, de prononcer des discours ou simplement de transmettre des renseignements au cours de conférences, de réunions ou de manifestations générales.

A noter, entre autres activités,

- La réunion de la Motion Picture Association du Manitoba;
- La conférence de la Canadian Radio Common Carrier's Association, à Kelowna (C.-B.);
- Un atelier portant sur les femmes et la micro-électronique, à Régina;
- La semaine de l'ingénierie de l'Institut canadien des ingénieurs, au Science Centre de Toronto;
- La réunion de la Canadian General Radio Service Alliance, à Toronto (Ontario);
- Un exposé portant sur "la radiodiffusion et la loi" devant la Wa-Wa-Ta Native Society, à Toronto;
- Un discours prononcé par la région de l'Ontario et portant sur les percées canadiennes en matière de télécommunications, au musée des sciences et à trois universités du Minnesota.

La liste figurant ci-dessus ne contient pas les démonstrations du Télidon (voir Secteur de la recherche, sous la rubrique Télidon)

Relations avec la presse

Les relations entretenues avec la presse diffèrent d'une région à l'autre.

Le Ministère a accordé des entrevues à la presse dans la plupart des régions au sujet du Télidon ou des exigences relatives à la délivrance des licences des stations terriennes de réception. Toutefois, dans d'autres

régions, comme à Vancouver et à Montréal, le personnel du bureau régional a aussi organisé des conférences de presse à l'intention du Ministre.

Par exemple, la région du Québec a inauguré la banque de données de l'École polytechnique de Montréal, a rédigé le communiqué et y a convoqué la presse.

Information au public

La demande de renseignements émanant du public constitue une partie des activités courantes des bureaux régionaux et de district.

Ces demandes de renseignements portent sur un ensemble d'activités du Ministère et exigent une consultation constante auprès des secteurs pertinents.

Afin de mieux informer le public, les bureaux régionaux ont accru leur réserve de documents tant imprimés qu'audio-visuels et s'assurent que ces renseignements sont mis à la disposition des bureaux de district.

Les régions continuent de s'appuyer sur les Services d'information et sur les sections compétentes afin de remplir leurs fonctions. Les documents sont parfois complétés par des dossiers élaborés dans les régions mêmes. A titre d'exemple, la région du Québec a institué une banque de données touchant les divers programmes et activités du Ministère. Elle a aussi monté des présentations audio-visuelles pour l'inauguration du Palais des congrès et du Complexe Guy Favreau de Montréal.

Une partie importante des demandes de renseignements portent sur les activités liées aux Arts et culture. (Pour obtenir de plus amples renseignements, voir ce chapitre du rapport).

Coupages de journaux

Afin de bien mettre l'administration centrale au fait des opinions et des perspectives régionales, les régions dépouillent les journaux et transmettent aux Services d'information et aux secteurs intéressés les coupures de journaux traitant des questions qui intéressent le Ministère.

Cette activité est d'autant plus importante pour les régions éloignées d'Ottawa étant donné que les quotidiens locaux desservant la région de l'administration centrale ainsi que les journaux de portée nationale sont souvent vagues dans leur reportage d'événements touchant les régions.

Rapports avec l'administration centrale

A la demande des Services d'information, les régions ont eu l'occasion de faire connaître leur avis en ce qui concerne le plan national des communications, y compris l'élaboration des itinéraires de la visite régionale du Ministre.

Activités interministérielles

Le DEDER est en train d'établir un groupe d'étude sur les communications dans chaque province, comité qui relèvera de la compétence du coordonnateur fédéral du développement économique. On a déjà invité certaines régions à prêter main forte à ce comité, et il est prévu que tous ces groupes amorceront leurs travaux pendant l'année financière en cours.

En Colombie-Britannique, le personnel du bureau régional a déjà collaboré aux travaux du sous-comité des services d'information du conseil des fonctionnaires fédéraux.

b) Relations fédérales-provinciales

Trois comités consultatifs des communications ont désormais entrepris leurs travaux. Ce sont ceux des provinces de l'Atlantique, des provinces des Prairies et de la Colombie-Britannique.

Ces comités ont tenu chacun deux réunions au cours de l'année, et le personnel de l'administration centrale et des régions y ont pris part.

Le personnel régional s'occupe surtout de l'établissement des ordres du jour, de l'élaboration d'un document de principes ainsi que de la prise et de la distribution des procès-verbaux.

Les directeurs régionaux assurent le suivi de certaines questions et entretiennent des liens continus avec leurs homologues des administrations provinciales.

En Ontario, le personnel régional a établi des rapports informels avec plusieurs ministères du gouvernement provincial, surtout ceux des Transports et des Communications, de l'Industrie et du Commerce et de la Culture et de la Citoyenneté. Les représentants officiels de cette province ont eu l'occasion de visiter le CRC, et le personnel régional a entrepris avec ces derniers des discussions touchant le développement industriel du secteur des communications.

Le personnel de tous les bureaux régionaux étudie minutieusement, pour le compte du Secteur, les lois en vigueur, les projets de loi ainsi que toutes les activités des provinces pouvant présenter un intérêt pour le Ministère.

c) Radiotélédiffusion et politiques sociales

Audiences du CRTC

Lorsque les audiences se tiennent à quelque distance d'Ottawa, le personnel régional y participe habituellement et signale au Secteur de la politique les questions discutées.

Parmi les principales questions abordées se trouvaient, par exemple, les demandes régionales concernant la télévision à péage touchant la côte ouest et le Québec ainsi que les questions de copropriété dans le contexte des médias auxquelles est mêlée la famille Irving au Nouveau-Brunswick.

Le gouvernement provincial a demandé à la Commission des services publics de la Colombie-Britannique de délivrer des licences pour la câblodistribution et la télévision à péage. Le personnel régional a également assisté à ces audiences et a préparé des rapports ainsi qu'une analyse des répercussions de cette situation sur les titulaires actuels de licence du CRTC et (ou) le CANCOM.

Communications des Autochtones

Au moment de l'élaboration de la politique de radiotélédiffusion dans le Nord, les régions ont participé aux consultations tenues avec les organismes autochtones dans leur milieu.

En Colombie-Britannique, étant donné les conditions démographiques particulières de la population autochtone, le personnel régional a dû entreprendre un important projet de recherche sur les langues autochtones encore parlées dans la province.

La région du Centre élabore depuis longtemps des programmes d'emploi qui aident les organismes autochtones. Cette année, des consultations ont eu lieu afin de fournir des renseignements et des conseils techniques en vue de l'établissement de stations communautaires de radiotélédiffusion et de la présentation d'émissions en langue autochtone.

Dans la mesure du possible, elle a tenté d'incorporer les exigences de ce programme dans le Programme d'emploi pour les jeunes, ce qui a permis d'obtenir l'aide d'étudiants pour entreprendre pendant l'été des activités relatives aux communications chez les Autochtones.

D'autres régions ont aussi tenté l'expérience. La région du Pacifique a, par exemple, réussi à élaborer deux projets qui ont permis la formation de neuf étudiants dans le domaine de la radiodiffusion et de quatre étudiants dans le domaine de la télévision communautaire. Le projet de la radio a été parrainé par la Northern Native Broadcasting du Yukon, et le projet de télévision communautaire par le conseil de bande Waglisla.

La région de l'Ontario a également mis sur pied, pendant l'été de 1982, deux projets qui ont été dirigés par des organismes autochtones. Ces projets ont créé trente emplois et ont assuré une formation dans le domaine de la gestion des stations de radio communautaire et la production d'émissions. Ce succès a inspiré la région à prévoir en 1983-1984 un programme plus complexe qui comprendra cinq projets et entraînera la création de 50 emplois.

En se fondant sur l'expérience de la région du Centre, la région du Québec a élaboré un programme de formation dans le domaine de la

radiotélédiffusion à l'intention des Attikamek-Montagnais. Ce programme vise onze collectivités autochtones et demande la collaboration du personnel de la CBC, du MDC, de CKRL-FM et du Centre de production de la radio Attikamek-Montagnais.

Le succès de ce projet a incité la région du Québec à présenter deux projets RELAIS. Le premier "Radio communautaire autochtone AMC 83" est une continuation du projet susmentionné, alors que le second "Tepatskimuwin 83" tentera d'améliorer la presse tant imprimée qu'électronique chez les Attikamek et les Montagnais. Des journalistes seront formés et intégrés dans une équipe existante. Six éditions spéciales du journal Tepatskimuwin seront publiées pendant l'Année mondiale des communications en 1983.

Donnant une nouvelle orientation au Programme d'emploi d'été, la région du Pacifique a organisé un atelier technique au bureau régional, axé sur la planification d'un studio de production de télévision. Le programme a été organisé et présenté par le personnel technique chargé de la radiotélédiffusion de la BCTV avec l'aide du personnel de la société William F. White Lighting Consultants. Neuf stagiaires et des employés du projet de la Northern Native Broadcasting du Yukon ainsi que deux stagiaires du projet Waglisla profiteront de cet atelier.

Enfin, dans la région du Centre, les liens se sont renforcés avec les fonctionnaires du Secrétariat d'État, ce qui a abouti à la mise en oeuvre du Programme d'accès des autochtones du Nord à la radiodiffusion.

Autres activités dans le domaine de la radiotélédiffusion

Le personnel régional a suivi de près les activités de Télé-Acadie, un organisme indépendant sans but lucratif axé sur la production au Nouveau-Brunswick et a fait parvenir au Secteur de la politique un rapport sur la situation de l'organisme.

Le personnel du bureau régional de Moncton a également assisté à un atelier à Memramcook (Nouveau-Brunswick) et a fait un rapport complet à cet égard. L'atelier portait sur la radio communautaire et faisait partie d'un programme d'échange Acadie-Québec.

A l'atelier, de précieux renseignements ont été transmis par l'Association des radios communautaires du Québec, une association avec laquelle le bureau régional de Montréal a collaboré en vue de l'établissement de lignes de conduite s'appliquant à la radio communautaire.

d) Politique en matière de télécommunications

La réglementation étant ce qu'elle est dans les télécommunications au Canada, il est nécessaire de comprendre son développement et ses particularités dans les diverses régions du pays afin d'élaborer des politiques nationales judicieuses.

Les employés régionaux suivent les activités des organismes de réglementation, le CRTC et les commissions provinciales des services publics dans leurs régions, et sont en mesure de signaler au Secteur de la politique les questions principales.

A part les questions entourant les augmentations de tarifs, le personnel régional a aussi surveillé certains points comme le contrôle accru du Manitoba sur les systèmes de câblodistribution dans des domaines qui sont considérés étrangers à la radiotélédiffusion, par exemple, la télévision à péage.

Le personnel régional a assisté aux audiences de la Ontario Telephone Service Commission qui portaient sur le raccordement du matériel terminal et a informé le Secteur de la politique des débats et des recommandations concernant les normes du Comité consultatif du programme de raccordement de matériel terminal.

L'élaboration de la Politique sur les systèmes radiomobiles cellulaires a entraîné des consultations entre le personnel des régions et celui de l'administration centrale. Une fois la politique publiée, les régions ont activement participé à la diffusion des renseignements à son égard et à l'application de celle-ci. En Colombie-Britannique, un colloque a été organisé à ce sujet.

La responsabilité de la mise en oeuvre des installations prévues dans le cadre du Programme d'aide aux télécommunications dans le Grand Nord incombe maintenant à la région du Centre. La région, en collaboration avec le Secteur de la politique, a participé à l'élaboration du programme et a aidé à vérifier les installations aux lacs Rae et au Lac La Martre.

e) L'économie des communications

La nouvelle politique du gouvernement fédéral dans le domaine du développement économique régional et, plus particulièrement, la présence dans chaque province d'un coordonnateur fédéral du développement économique (CFDE) a demandé une plus grande participation de la part des bureaux régionaux.

A l'étape initiale, la contribution différait d'une province à l'autre. Le Québec et l'Ontario ont apporté une importante contribution à la perspective de développement économique de leur province respective, et la plupart des régions ont eu l'occasion de participer à des réunions interministérielles.

A mesure que les CFDE assument pleinement leur responsabilité de coordonner la contribution fédérale au développement économique de leurs provinces respectives, les exigences à l'endroit du personnel régional vont augmenter. Cette situation est particulièrement vraie pour les bureaux régionaux qui traitent avec plus d'une province. La région du Centre est responsable de trois provinces, et la région de l'Atlantique de quatre provinces.

Toutes les régions ont contribué au sondage sur l'offre et la demande entrepris par la Division du développement économique. Le personnel régional a accompagné les économistes ou encore fait des visites en leur nom afin de réunir les renseignements nécessaires auprès des fournisseurs ou utilisateurs de matériel de télécommunications à qui l'on avait envoyé des questionnaires. Des mesures de suivi ont également été prises pour leur compte.

De plus, le Ministère est membre du Comité des mégaprojets - avantages industriels et régionaux représenté par la Division du développement économique. Le bureau régional représentait le Ministère aux trois réunions tenues dans la région de l'Atlantique et a fourni des comptes rendus de ces réunions.

A l'initiative du bureau régional en Colombie-Britannique, on a formé un nouveau groupe composé de fonctionnaires fédéraux et provinciaux afin d'assurer la connaissance mutuelle des programmes respectifs de chacun des niveaux de gouvernement et de coordonner leurs activités, dans la mesure du possible, favorisant ainsi le développement de l'industrie électronique en matière de communications. Parmi les membres du groupe, se trouvent le MDC, le MEER-I&C, le ministère provincial de l'Industrie et de la Petite et Moyenne entreprise et le ministère provincial des Universités, de la Science et des Communications.

f) Relations internationales

Le personnel régional de la Colombie-Britannique a accueilli deux grandes délégations en visite, l'une de Papua Nouvelle-Guinée et l'autre de Chine, lesquelles ont visité plusieurs sociétés d'électronique de la Colombie-Britannique.

Le directeur régional de la région de l'Atlantique était membre de la délégation canadienne à la CAMR-83.

3. SOUS-MINISTRE ADJOINT (ARTS ET CULTURE)

Depuis que le Secteur des arts et de la culture fait partie du Ministère, les demandes d'information et d'aide sur les divers programmes du Ministère ou des organismes qui s'occupent d'arts et de culture ont augmenté continuellement dans les bureaux de district et les bureaux régionaux.

Le personnel régional a réuni autant de documents que possible pour diffuser ces renseignements au public et a entretenu d'étroites relations, tant avec les bureaux de district qu'avec les fonctionnaires qui s'occupent du Secteur des arts et de la culture, principalement pour assurer que le public est adressé à l'organisme compétent ou aux bons programmes lorsqu'il demande de l'aide au sujet de projets précis.

Deux des régions, l'Ontario et la région du Pacifique, ont fourni des données statistiques sur les demandes de renseignements touchant les arts et la culture. Ces statistiques figurent à la fin du présent chapitre.

Politiques

La diffusion du rapport Applebaum-Hébert a entraîné de nombreuses discussions sur des questions connexes, dont la moindre n'est pas la diffusion du rapport proprement dit. Dans certaines régions du pays, des particuliers ou des organismes ont éprouvé de la difficulté à trouver des exemplaires du rapport, et les bureaux régionaux de l'Atlantique et du Pacifique, par exemple, ont dû intervenir.

Les consultations tenues avec le public intéressé, à la Conférence canadienne des arts, ont sans doute été encore plus importantes que le rapport lui-même. Ces audiences publiques tenues dans toutes les régions du pays ont donné au personnel régional l'occasion d'identifier les organismes intéressés et de mieux comprendre leurs aspirations, de définir plus clairement leurs collectivités culturelles tout en permettant d'intégrer une perspective régionale au Secteur des arts et de la culture.

Dans le cadre d'une étude interministérielle de la Loi sur le droit d'auteur, la région de l'Ontario a pu donner des conseils sur les difficultés relatives au droit d'auteur éprouvées par de petits groupes sans but lucratif, notamment le Centre culturel des Ojibways-Cris.

Liaison avec d'autres niveaux de gouvernement

Outre qu'il recueille des renseignements sur les programmes et les politiques des provinces dans le domaine de la culture, le personnel régional doit aussi faire partie de comités officiels.

Le personnel de la région du Pacifique a participé à des réunions trimestrielles du Vancouver Tri-Level Arts Funding Group et était l'hôte de la réunion qui s'est déroulée en juin. A la demande du groupe, la région a compilé un répertoire des subventions, qui a depuis été distribué à tous les membres ainsi qu'à chaque Conseil communautaire des arts.

Le bureau de district de Calgary représentait la région à la réunion du comité consultatif du Tri-Level Arts and Culture qui s'est tenue à Calgary en janvier 1983. En mars 1983, la région a participé à la première conférence du patrimoine culturel de la province du Manitoba par l'installation d'un kiosque d'information du MDC et l'envoi d'un représentant à une réunion-débat.

La région du Québec a participé aux audiences publiques du ministère des Affaires culturelles du Québec tenues à Trois-Rivières, Hull, Sherbrooke et Montréal où l'avenir culturel de la province a été débattu. Le rapport

présenté à l'administration centrale indiquait si le public acceptait les programmes et les politiques du Ministère et établissait les points de vue des parties intéressées en ce qui concerne leurs besoins et la façon de répondre à ces besoins. Une copie de ce rapport a été transmise au Ministre qui l'a trouvé très utile dans l'élaboration des politiques et programmes fédéraux concernant les affaires culturelles.

La région du Québec a aussi entrepris un projet visant à déterminer dans quelle mesure les trois niveaux de gouvernement intervenaient dans le domaine des arts et de la culture.

Le personnel des bureaux régionaux et de district a assuré son appui à la troisième Conférence fédérale-provinciale des ministres des Affaires culturelles tenue à Regina en mai 1982.

Activités - Conférences - Réunions

Le personnel du bureau régional a assisté à plusieurs activités et conférences dont certaines sont énumérées ci-dessous:

<u>Activité</u>	<u>Lieu</u>
Arts and Reality	Vancouver
Canadian Cultural Futures	Vancouver
Pacific Contact	Vancouver
Premier festival des arts de la C.-B.	Vancouver
Assemblée internationale des nations Autochtones - Indian Individualist Show	Régina
Marcus Film - la production de "Arnold Spohr and the Royal Winnipeg Ballet"	Winnipeg
Association des orchestres canadiens	Toronto
"Festival des films du monde" et discussion "Cinéma et audio-visuel dans les pays de langue française"	Montréal
Festival international des films sur les arts	Montréal
Conférence de la Banque d'oeuvres d'art du Conseil des arts du Canada	Montréal
Festival international du nouveau cinéma	Montréal
Conférence internationale sur l'avenir du cinéma indépendant	Montréal
Festival des films de la région de l'Atlantique	Halifax
Conférence sur la politique culturelle de la Nouvelle-Écosse	Halifax
10 ^e anniversaire des "Editions d'Acadie"	Moncton

.../17

Autres activités

Le chef du Développement des programmes et de l'analyse des politiques de la région du Pacifique fait partie du comité consultatif du Programme d'administration des arts établi à l'université Simon Fraser dans le cadre d'un programme mixte du Centre des arts et de la Faculté de l'administration des affaires.

La région du Pacifique a acheté un ensemble d'écrans vidéo qui serviront à des groupes culturels au cours d'activités culturelles tenues à différents endroits.

La région de l'Ontario a mis en branle un programme d'emploi d'été qui permettra au National Exhibition Centre de Thunder Bay d'exécuter un projet visant à mieux faire apprécier les arts visuels aux visiteurs de la galerie. Dans le cadre de ce projet, des recherches seront aussi menées sur les divers aspects de l'art autochtone contemporain afin de commencer à compiler un ensemble de connaissances exhaustives qui serviront à sensibiliser davantage le public à l'art autochtone.

STATISTIQUES

Ontario

Au total, 721 demandes d'aide ou d'information sur les programmes des arts et de la culture du Ministère ont été formulées dans le courant de l'année. Ces demandes se répartissent comme suit:

- 153 demandes d'aide et d'information sur le Processus d'émission des visas de films et bandes vidéo, ou entourant les lignes de conduite à cet égard;
- 43 demandes d'aide concernant l'établissement de formules ou l'obtention de lignes de conduite sur la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels mobiliers;
- 41 demandes de renseignements et de publications concernant le Bureau des festivals du film;
- 67 demandes en vue d'obtenir des guides ou des documents de base ou encore des éclaircissements sur le Programme spécial d'initiatives culturelles;
- 93 demandes relatives au rapport provisoire ou final du Comité d'études de la politique culturelle fédérale;
- 143 demandes d'information sur les subventions du Conseil des arts du Canada;
- 30 demandes concernant le Programme d'aide au développement de l'édition canadienne;

- 12 demandes d'information sur le programme de subventions postales;
- 29 demandes de renseignements et d'aide relativement au droit d'auteur au Canada;
- 48 demandes de renseignements sur le Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes, lesquelles ont entraîné 26 renvois à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne;
- dans l'ensemble, 62 demandes relatives à l'obtention de documents de base sur le Secteur des arts et de la culture du Ministère.

RÉGION DU PACIFIQUE

Du 1^{er} avril 1982 au 31 mars 1983

SUBVENTIONS-ORGANISMES	1982 A.M.J.	1982 J.A.S.	1982 O.N.D.	1983 J.F.M.	TOTAL
Conseil des arts du Canada	18	33 + 55 E.N.P.	39	63	153 + 55 E.N.P.
Recherches en sciences humaines	2	1	1	1	4
Comité d'étude de la politique culturelle fédérale	4	2	8	9	23
COMMUNICATIONS					
1. Programme spécial d'initiatives culturelles	7	6	1	8	22
2. Visas de films	7	11	15	26	59
3. Droit d'auteur	0	0	0	0	0
4. Enregistrement de musique	0	0	0	0	0
5. Biens culturels - Importation/Exportation	2	1	1	3	7
Divers	6	4	4	4	18
TOTAL	46	113	69	117	345

Ces chiffres ne représentent que le contact initial. Ne sont pas consignés les appels de suivi, les visites ou d'autres séances, ni les appels émanant de personnes avec lesquelles le personnel a eu des rapports constants.

4. SOUS-MINISTRE ADJOINT (RECHERCHES)

a) Télidon

Il semble qu'un intérêt véritable pour le Téliidon continue de se manifester dans le pays, et les régions ont continué d'accéder aux demandes du public concernant des démonstrations.

Certaines régions ont tenu compte du nombre total de démonstrations, lesquelles se chiffrent à 128 au Québec, à 126 en Ontario, à 50 dans la région de l'Atlantique et à 21 dans la région du Centre.

Les régions ont également observé un changement dans l'orientation des groupes qui demandent des démonstrations, c'est-à-dire qu'ils ne désirent plus uniquement des séances d'information, mais plutôt des ateliers de travail.

L'un des points saillants de l'année était une série d'exposés sur le Téliidon à Whitehorse, à la demande du gouvernement du Yukon. Il s'agissait de la première grande séance d'information au public sur le Téliidon dans les Territoires. La démonstration à l'Expo Nelson était également la première présentation du Téliidon dans l'est de la Colombie-Britannique.

Projets

Le personnel régional a fourni une aide tangible aux projets du Téliidon dans les milieux respectifs, qu'il s'agisse de projets subventionnés en vertu du Programme de stimulation des investissements industriels ou du Programme des investissements communautaires ou encore de projets tout simplement élaborés à l'initiative de leurs promoteurs.

Vous trouverez ci-après une liste des projets qui ont reçu de l'aide des bureaux régionaux dans le courant de l'année.

<u>Projets</u>	<u>Lieu</u>
- Service de présentation et d'information du Grand Vancouver	Vancouver
- Federation of Saskatchewan Indians	Saskatoon
- Ontario Association of Cerebral Palsy	Toronto
- Teleguide	Toronto
- AGORA	Montréal
- VISTA	Montréal
- Projet "Vilede" à l'Université de Moncton	Moncton
- Projet sur la situation de la femme	Moncton
- Projet agricole à l'Université de l'Ile-du-Prince-Édouard	Charlottetown
- New Dawn	Sydney
- Esthétique industrielle à Holland College	Charlottetown

.../21

Les régions ont aussi signalé que le matériel Télidon a beaucoup servi, surtout aux groupes ou particuliers qui voulaient essayer ou mettre au point des applications précises de cette technologie.

Le bureau régional de Québec s'est employé à donner de l'aide à des organismes voulant réunir des informations dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la religion, de la situation de la femme ou de l'agriculture.

Il s'est occupé aussi de choisir les projets entrepris dans le cadre du Programme de stimulation des investissements industriels, dont l'un "INFO-AGE" a plus tard obtenu un contrat de la Régie des assureurs automobiles du Québec en vue de l'utilisation du Télidon dans l'administration des tests de conduite.

La région de l'Ontario a participé à la formulation d'une proposition relative à un système de sous-titrage invisible géré par microprocesseur, a fourni une aide à la commercialisation à douze entreprises de l'Ontario et a prêté secours à une société qui est à mettre au point l'interface entre le Télidon et la radiotélédiffusion.

Comité consultatif du Programme sur le système vidéotex canadien

Les régions ont continué d'administrer les fonds affectés au sous-comité de l'éducation du Comité consultatif du programme sur le système vidéotex canadien et ont apporté leur collaboration dans l'organisation des ateliers régionaux.

Le personnel régional a également apporté son aide pour la tenue de la réunion nationale à Sydney (N.-É.) pendant l'été de 1982. A la suite de cette réunion, il a fallu réorganiser le sous-comité de l'éducation de la région de l'Atlantique, ce qui a nécessité quatre réunions avec le groupe et plusieurs autres démarches. La réorganisation a été couronnée de succès, et un rapport à cet égard a été présenté au Secteur.

En plus, le personnel a appuyé le sous-comité des répercussions sociales dans l'organisation d'audiences publiques à Winnipeg et à Elie, Manitoba.

Autres activités entourant le Télidon

Le personnel régional a assisté régulièrement aux réunions du Telematics Caucus en Colombie-Britannique. Une aide a été apportée aux activités entreprises par ce comité, notamment la conférence fort réussie qui a eu lieu à l'Université de la C.-B. et qui portait sur la façon d'assurer le succès du Télidon s'intitulant "Making Telidon Work".

Le personnel régional de l'Ontario a introduit un projet, dans le cadre du Programme d'emploi d'été, permettant à l'Université Laurentienne de recourir à la technologie du Télidon afin de développer des possibilités

dans le domaine de l'extension de l'éducation. Il s'agit d'un projet pilote conçu en vue de trouver des façons d'utiliser la technologie du Télidon dans la présentation de renseignements touchant des études sur les autochtones, des programmes de langue française et des communications universitaires générales. Le projet s'appelle "Infonorth Laurentian".

La région de l'Ontario s'est aussi chargée de faire publier deux articles sur le Télidon: l'un dans le Ontario February Review et l'autre dans le Future Focus Magazine.

b) La bureautique

Des bureaux régionaux, c'est celui du Québec qui a apporté la plus grande contribution à la bureautique, soit la planification du centre proposé de recherches et de développement de la bureautique. Cette planification entraine dans le cadre des rapports permanents avec le CFDE et le DEDER.

La région du Québec a également aidé à obtenir des subventions pour le développement de programmes qui permettront un transfert direct de l'information entre les différentes sortes de machines de traitement de textes (AES, MICOM). Ce système automatisé universel accélérera de façon considérable le travail d'édition de textes. Le projet est confié à une société de Montréal, la MARK J.

La région de l'Atlantique a parrainé un projet RELAIS de l'Université de Moncton en vue de la création d'un projet pilote qui permettrait de faire une analyse des besoins en matière d'informatisation des petites et moyennes entreprises au Nouveau-Brunswick et de fournir des renseignements à cet égard.

La participation des autres régions consistait à permettre au public et à l'industrie d'accéder plus facilement à l'information sur le programme.

La région de l'Ontario a fourni de nombreux rapports de recherche, ainsi que de l'aide aux étudiants des 2^e et 3^e cycles, dans la préparation de leurs thèses sur la bureautique.

Les employés de cette région ont pris des dispositions pour que la Faculté de l'administration des affaires de l'Université de Windsor puisse présenter le "Bureau de l'avenir" dans l'un de ses cours cet automne.

Ils ont également exposé le programme de la bureautique auprès de la Art Gallery of Ontario, de l'Association des orchestres canadiens et du Theatre London.

c) Recherche universitaire

Dans le contexte de la recherche universitaire, le rôle des régions a été de renseigner les chercheurs éventuels sur les questions courantes du Ministère et d'identifier, auprès du Ministère, les éventuels chercheurs intéressés.

Le directeur de la région de l'Atlantique représente les régions auprès du comité de sélection pour la recherche universitaire. Elle a aussi agi à titre de spécialiste scientifique à l'occasion d'une recherche faite à l'Université de Moncton, représentant la seule expertise disponible à l'extérieur de l'administration centrale.

d) Autres technologies et développement industriel

Le rôle du développement industriel ou le développement des nouvelles techniques est étroitement lié au rôle du développement économique régional.

La contribution du personnel régional a été d'identifier les travaux de recherche et de développement exécutés par le Ministère et de les appliquer aux exigences et possibilités dans leurs régions.

Voici certains exemples précis:

- La région du Centre a surveillé l'expérience sur l'utilisation des fibres optiques menée à Elie - St-Eustache et y a collaboré. La région a également participé avec la collectivité à des réunions portant sur l'élimination progressive du projet.
- La participation de la région à l'expérience "IDA" à Headingley, Manitoba, en ce qui concerne les nouveaux services fournis par le câble, a continué jusqu'à récemment lorsque des dispositions ont été prises pour le retour du matériel récepteur des signaux satellisés.
- Le personnel de la région du Centre a présenté une étude préliminaire portant sur les Territoires du Nord-Ouest au comité permanent des communications du Comité consultatif sur le développement du Grand Nord. Cette étude a entraîné l'établissement d'un groupe de travail qui a entrepris, sous la responsabilité du bureau régional, une étude des besoins en matière de radiocommunications dans les Territoires du Nord-Ouest.
- La participation du bureau régional au Comité consultatif sur le développement du Grand Nord a permis, par la suite, d'identifier des applications importantes dans les Territoires du Nord-Ouest pour les terminaux de communications en ondes decamétriques peu coûteux mis au point au Centre de recherche sur les communications ainsi que pour le programme MSAT.
- Le personnel de la région du Pacifique a joué un rôle essentiel dans l'organisation, auprès de l'industrie, d'une série de démonstrations du terminal de données transmises en ondes decamétriques qui a récemment été mis au point par le Centre de recherche sur les communications. Il visait ainsi à identifier un fabricant canadien compétent pour cette unité, ainsi qu'à en évaluer la demande éventuelle advenant sa mise sur le marché. Plusieurs représentants

du secteur privé ont vu ce terminal grâce à une série de démonstrations très réussies. En conséquence, plusieurs entreprises locales ont soumis des propositions pour la production du terminal.

- Le personnel de la région de l'Atlantique a contribué à l'élaboration des modalités d'un projet de communications pour la région côtière du Labrador, financé par la province et le MEER. Il a aussi fait partie du comité de sélection des projets pilotes chargé de choisir les projets de communication fructueux. Parmi les projets retenus figuraient un système capable de recevoir les services de CANCOM et de la CBC et de distribuer ces services à dix-huit domiciles établis le long de la rivière Paradise ainsi que la continuation des expériences en matière de téléconférences tentées par M. Max House de l'Université Memorial.

5. SOUS-MINISTRE ADJOINT (PROGRAMME SPATIAL)

Les possibilités de développement économique créées par le Secteur spatial ont été présentées dans le cadre de la perspective fédérale de développement économique dans la province de Québec.

Les projets présentés en vue du développement de l'industrie aérospatiale au Québec ont reçu la priorité compte tenu du rôle important qu'a joué la SPAR à l'échelle nationale.

MSAT

Le personnel régional a été invité à participer au Programme de télécommunications postérieur au lancement du MSAT. Au début de janvier 1983, un agent de chaque région s'est rendu à Ottawa pour recevoir une information complète sur le programme.

Ces agents doivent établir et entretenir des rapports dans leur région en ce qui concerne le MSAT, et avant la fin de mars, des séances d'information, à l'intention de l'industrie et des ministères et organismes fédéraux et provinciaux, avaient eu lieu ou bien étaient déjà organisées pour avoir lieu au début de la nouvelle année.

On peut dire que la collaboration qui s'est établie entre le personnel de l'administration centrale et les régions au sujet de ce programme a été une expérience couronnée de succès.

Anik "B"

Pendant les étapes finales des projets pilotes entrepris dans le cadre d'Anik "B", les régions ont continué d'appuyer la conclusion des essais sur le terrain et ont aussi largement participé à la réaffectation des stations terriennes peu coûteuses.

Un certain nombre de ces terminaux sont restés dans les bureaux régionaux et de district dans le cadre des diverses expériences entreprises avec les satellites.

SARSAT

La région de l'Ontario a conçu et développé un diaporama sur le SARSAT orienté vers les écoles de pilotage, les clubs de pilotage et le public en général. De nombreuses consultations se sont déroulées avec les parties intéressées et, par la suite, le Centre de recherches sur les communications a entrepris, par l'adjudication d'un contrat à des spécialistes, l'élaboration d'un diaporama destiné aussi au public s'intéressant au domaine maritime.

Des ententes ont été conclues avec le ministère des Transports (Air et Garde côtière) pour l'incorporation de ce diaporama dans leurs conférences et exposés.

Sondages

Le groupe de soutien de la commercialisation en faveur du Secteur spatial a entrepris un sondage sur les utilisateurs et fournisseurs éventuels de communications par satellite. Les régions du Pacifique et du Centre ont également appuyé les sondages, et les autres régions prévoient mener ces sondages au début de la nouvelle année.

Projet spécial

Le personnel régional a apporté de l'aide au gouvernement de Terre-Neuve pour l'élaboration d'une étude menée par le MDC et Terre-Neuve sur les applications du satellite, et a assuré aussi la liaison avec le Centre de recherches sur les communications. Malheureusement, l'élaboration du projet ne progresse pas aussi vite que prévu.

6. DIRECTEUR GÉNÉRAL - PERSONNEL ET ADMINISTRATION

Télécommunications d'urgence

A la suite du décret de 1981 sur la planification d'urgence, les régions ont été très actives en ce qui concerne la planification des activités entourant les télécommunications d'urgence.

Les régions ont analysé des documents préparés à l'administration centrale qui portaient sur la Régie nationale d'urgence pour les télécommunications, sur les Comités d'urgence pour les télécommunications et sur le Programme du contrôle de la charge de lignes, et elles ont aussi formulé des observations à cet égard.

Toutes les régions étaient représentées à la conférence COM CON 82 tenue à Arnprior en mai 1982, et le ministère des Communications était le seul ministère à avoir une représentation régionale à l'exercice WINTEX/CIMEY à Ottawa. Chaque région a pu se familiariser pendant deux jours avec les documents et les procédures de l'exercice international.

La région de l'Atlantique a poursuivi l'expérience à l'occasion d'un exercice parallèle qui s'est déroulé à l'administration régionale du Service d'urgence du gouvernement à Debert (N.-É.).

L'administration centrale et les régions ont établi un ordre de priorité en ce qui concerne les programmes devant être administrés pour les télécommunications. Il a également déterminé que certains des programmes ne pourraient être élaborés que lorsque les ressources financières et humaines nécessaires seront disponibles.

Programmes

Les régions vont néanmoins de l'avant avec les divers programmes dans la mesure où leurs ressources le leur permettent.

Comité régional d'urgence pour les télécommunications

Ce comité est sur pied depuis quelque temps en Colombie-Britannique et date même d'avant l'introduction du décret sur la planification d'urgence. Il est aussi doté de quelques sous-comités opérationnels, comme celui qui traite de la possibilité d'un tremblement de terre dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique et celui qui traite des exigences en matière de communications pour l'administration régionale des Service d'urgence du gouvernement à Nanaimo.

La Colombie-Britannique travaille également à incorporer la planification des communications d'urgence aux niveaux fédéral et provincial.

Dans les autres régions, les comités sont moins structurés et sont principalement axés sur le rôle de coordination avec les directeurs régionaux de Planification d'urgence Canada et les organismes provinciaux s'occupant des mesures d'urgence en vue d'établir et de mettre en oeuvre les programmes prioritaires.

Contrôle de la charge de lignes

Toutes les régions tiennent et mettent à jour régulièrement une liste des fonctionnaires fédéraux et provinciaux, ainsi que des représentants municipaux, qui doivent avoir accès aux réseaux téléphoniques advenant un contrôle de la charge de lignes.

Ayant développé avec l'administration centrale un nouveau programme pour le contrôle de la charge de lignes, la région de l'Atlantique a mis ce programme en oeuvre au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse et progresse en vue de son application dans les autres provinces.

Les autres régions s'emploient maintenant à transférer leurs données à ce nouveau programme afin d'assurer l'uniformité dans le pays.

Répertoire des ressources

Ce programme en est à l'étape de la formulation d'un modèle pour l'établissement d'un répertoire des ressources.

Systemes de radiotélédiffusion d'urgence et d'alerte

Des consultations se sont déroulées entre Planification d'urgence Canada, la CBC, le MDN et nos bureaux régionaux. Il ressort du décret de la planification d'urgence que la responsabilité de ces systèmes relève du Ministère et que ces systèmes ne seront mis au point que lorsque les fonds nécessaires seront disponibles.

Aide aux autres ministères fédéraux

Peu de ministères ont demandé de l'aide, même si cette tâche est clairement identifiée dans le décret sur la planification d'urgence.

Pêches et Océans a reçu de l'aide pour planifier une amélioration importante de son système de contrôle côtier en Colombie-Britannique.

Agriculture Canada a convoqué une réunion en vue de la planification des urgences dans le domaine agricole en Colombie-Britannique.

Les Affaires extérieures ont demandé à nos bureaux de district et à nos bureaux régionaux d'assurer le soutien des communications pour la visite de la Princesse Anne à Regina et à Winnipeg.

Le Ministère a également assuré un appui au ministère des Affaires indiennes et du Nord en ce qui concerne une grève des bras croisés de la bande Peguis à Winnipeg.

Service de télécommunications d'urgence

Les régions ont mis à jour la liste des agents du Ministère qui sont chargés d'assurer les services de télécommunications d'urgence au nom des ministères fédéraux, conformément à une entente avec les membres du RTT.

Autres activités

Cosmos 1402

Le retour dans l'atmosphère de Cosmos 1402 a fourni aux régions l'occasion de recourir à leurs plans régionaux d'urgence.

Le principal rôle du Ministère dans les préparatifs visant à faire face à cette urgence éventuelle a été confié au MDN, et le Ministère a eu à coordonner avec le MDN et Planification d'urgence Canada le soutien des communications.

Le personnel des bureaux régionaux et de district a participé à cet exercice réel, et les séances de récapitulation ou d'évaluation après coup ont permis de réévaluer les plans d'urgence.

En général, les régions sont convaincues d'avoir été prêtes à apporter une aide considérable à très brève échéance.

Programme de planification conjointe

Ce programme, administré par Planification d'urgence Canada, prévoit des fonds pour les projets mixtes qui contribueront à l'état de préparation en cas d'urgence.

Le Ministère s'est occupé de préparer ou d'évaluer les projets qui traitent de l'amélioration des communications.

Il y a eu des projets de ce genre cette année avec le bureau régional des mesures d'urgence de la municipalité de Niagara à St. Catharines, Ontario et avec les ministères provinciaux chargés des communications au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve.

Groupes de radioamateurs

Lorsqu'elle s'adressait à des groupes d'amateurs, la région de l'Ontario a centré son attention sur le soutien précieux qu'apportent les opérateurs expérimentés sur le plan des communications en cas d'urgences civiles ou de désastres. Quelque 172 amateurs ont profité de ces exposés qui ont été faits à Sudbury, Sault-Ste-Marie, Kingston, Hamilton, Oakville/Burlington.

